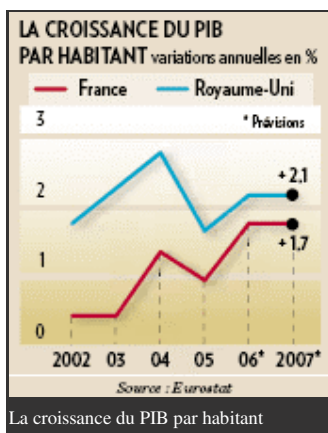


Six recettes anglaises pour la France

Dans son dernier rapport, le Cercle d'outre-Manche explique comment la France peut faire mieux que le Royaume-Uni, en s'inspirant de son modèle.



Le programme de Nicolas Sarkozy pour son quinquennat ? Il se trouve à Londres ! Le Cercle d'outre Manche, un centre de réflexion français au Royaume-Uni, doit publier la semaine prochaine son dernier rapport comparant les économies des deux pays. Intitulé " Six mois, six mesures, pour que la France repasse devant le Royaume-Uni ", ce rapport (dont *La Tribune* s'est procuré une copie) suggère au nouveau pouvoir une feuille de route sur cinq ans.

Les six mesures sont, dans l'ordre : rendre l'administration française pro-business ; mettre fin au " mariage à trois " et établir un dialogue social direct entre patronat et syndicats, sans intervention de l'État ; rendre le droit du travail plus souple ; inciter les particuliers à investir dans les jeunes entreprises ; développer les incubateurs universitaires ; faire de la maîtrise de l'anglais de la part des cadres français une priorité nationale.

Au niveau de l'administration, le Cercle suggère d'adopter la méthode britannique pour faciliter la création d'entreprises. Grâce à un guichet unique et centralisé - la Companies House - toute entreprise, quel que soit le secteur, peut s'enregistrer au Royaume-Uni en vingt-quatre heures au prix unique de 50 livres (75 euros). En France, notent les auteurs du rapport, il existe un centre de formalité des entreprises différent selon les secteurs d'activité, avec des coûts d'immatriculation variant de 60 à 230 euros et une durée des procédures entre trois et cinq semaines.

DIALOGUE DIRECT

Quant au dialogue social, on assiste depuis quinze ans outre-Manche à " une décentralisation progressive de la négociation collective " et à l'effacement du rôle dirigiste de l'État, sans que ce phénomène ne réduise l'influence des syndicats. Ainsi, note le Cercle, non seulement le taux de syndicalisation est supérieur au Royaume-Uni par rapport à la France (30 % contre 8 % en 2006), mais encore un salaire minimum a été introduit en 1999. Réévalué de 40 % depuis sa création, " le minimum wage a atteint cette année un niveau quasiment équivalent à celui du Smic ". Le Cercle propose ainsi de créer, en France aussi, une commission paritaire patronat-syndicats, appuyée par des experts économiques indépendants du gouvernement, pour fixer le Smic.

Parmi les autres mesures, le rapport suggère de porter de 40.000 à 300.000 euros le plafond d'investissement pour lequel un individu peut bénéficier d'une déduction fiscale au moment de mettre son argent dans une jeune entreprise. " L'expérience anglaise a démontré l'efficacité d'un plafond fiscal élevé ", affirme le Cercle. Un environnement favorable à la création

d'entreprises a permis au Royaume-Uni de créer, entre 2004 et 2005, 273.700 emplois, contre 112.300 en France.

Le cercle, un pont entre Londres et Paris

Créé en 2004, lors du centenaire de l'Entente Cordiale, le Cercle d'outre-Manche est animé par Pascal Boris, patron de BNP Paribas UK, et Arnaud Vaissié, PDG d'International SOS. Il compte une vingtaine de chefs d'entreprise français présents au Royaume-Uni. Ses deux études précédentes ("Sous-emploi français et plein emploi britannique : un paradoxe bien peu cordial", et "My neighbour is rich") ont alimenté le débat économique pendant la récente campagne présidentielle, trouvant un écho notamment dans le camp de Nicolas Sarkozy.

ANDREA MORAWSKI, À LONDRES